

Chine : Les enjeux du sixième plénum du comité central du PCC

lundi 31 octobre 2016, par [PEDROLETTI Brice](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2016).

La direction du PCC se réunit à Pékin à partir du lundi 24 octobre, à l'heure où le président Xi Jinping renforce son emprise sur le système politique et place ses alliés.

Sommaire

- [Superviser et discipliner le](#)
- [Avènement de la sixième \(...\)](#)
- [Age de la retraite : possible](#)
- [Spéculations sur l'avenir du](#)

Le sixième plénum du Parti communiste chinois (PCC), qui se tient du 24 au 27 octobre dans les salons de l'hôtel Jingxi, un établissement sous haute surveillance de l'ouest de Pékin, est la sixième réunion plénière du comité central depuis le 18^e Congrès, en novembre 2012. A cette occasion, Xi Jinping avait nommé secrétaire général du PCC.

Les plénums sont les sessions plénières du comité central, le « parlement interne » du parti. Il rassemble 370 membres de l'actuel comité central, permanents et suppléants. Ces réunions ont lieu au moins une fois par an, sauf en cas de crise grave. Il y a en général sept plénums entre chaque Congrès, qui a lieu tous les cinq ans - le tout dernier passant assez inaperçu car il a lieu la veille du nouveau Congrès.

Les réunions du comité central peuvent toutefois donner lieu à des décisions historiques. Ce fut le cas en 1978, lorsque Deng Xiaoping lança la politique d'ouverture et de réformes. Ou en 2013, lorsque Xi Jinping ouvrit la voie à l'abolition des camps de rééducation. Lors d'un plénum en 2015, le PCC autorisa les Chinois à avoir deux enfants, mettant fin à la politique de l'enfant unique.

Superviser et discipliner le PCC

Chaque plénum est traditionnellement réservé à un thème. Le troisième, par exemple, est celui des réformes économiques et structurelles. Le sixième plénum se consacre à la construction du parti. En l'occurrence, il doit couvrir cette année deux thèmes, aux implications essentielles pour le 19^e Congrès de 2017 : les règles de gestion du parti et les moyens de renforcer la supervision et la discipline interne du PCC, qui compte 88 millions de membres et détient le pouvoir sans partage depuis 1949.

Il pourrait enfanter d'au moins une mesure capable de frapper l'opinion publique : l'obligation pour les dirigeants au niveau du comité central de divulguer leur patrimoine, celui de leurs proches parents, ainsi que la possession éventuelle par ces derniers d'un passeport ou statut de résident à l'étranger.

Cette mesure, déjà discutée lors des derniers plénums de l'ère Hu Jintao (2002-2012), avait jusqu'alors été rejetée, mais la croisade anticorruption menée par Xi Jinping et Wang Qishan, le chef de la Commission centrale d'inspection disciplinaire du parti (CCDI), a fonctionné comme une grande inquisition désormais crainte par tous. S'y opposer pourrait éveiller les soupçons.

Avènement de la sixième génération

A un an du 19^e Congrès, qui verra le renouvellement d'une grande partie du comité central et, en principe, de cinq des sept membres du comité permanent, les spéculations vont bon train sur l'accession de nouveaux venus au saint des saints, notamment ceux issus de la sixième génération de dirigeants. Ceux-ci, dont la génération suit celle de Xi Jinping et Li Keqiang, nés respectivement en 1953 et 1955, deviendraient alors candidats à leur succession.

En 2007, Xi Jinping et Li Keqiang avaient été les plus jeunes à accéder au comité permanent du 17^e Congrès. Le sixième plénum n'a toutefois pas vocation à en débattre : les négociations, souligne le politologue hongkongais Willy Lam, auront lieu lors de rencontres informelles dans la station balnéaire de Beidahe, à l'été 2017.

Age de la retraite : possible dérogation pour le chef de l'anticorruption

Le grand enjeu de ce sixième plénum est la possible modification de certaines règles et usages internes, modification qui pourrait rester secrète un moment avant d'être révélée par des fuites. Ainsi de la limite d'âge de 68 ans pour les membres du comité permanent. Un seul candidat tout désigné pourrait y déroger : le chef de la lutte anticorruption, Wang Qishan, dont ce plénum doit couronner les accomplissements. Sous ses auspices, un million de cadres ont fait l'objet d'enquêtes de la CCDI, vient de révéler sur son site le bras anticorruption du parti.

M. Wang serait l'exception qui confirme la règle. Ses camarades du comité permanent n'auront pas la même chance : plusieurs d'entre eux, notamment Zhang Dejiang et Liu Yunshan, le chef de la propagande, sont considérés comme des protégés de l'ancien président chinois Jiang Zemin et sont, selon les experts, dans le collimateur du président.

Spéculations sur l'avenir du premier ministre

L'autre inconnue est le sort du premier ministre, Li Keqiang, dont le rôle traditionnel de pilotage de l'économie a été entamé, voire parasité, par le président Xi Jinping et ses conseillers : deux équipes rivales semblent diriger l'économie chinoise, créant des couacs embarrassants, comme lors des krachs boursiers de 2015 et de la dévaluation du yuan.

Le prochain test sera la bulle immobilière, au centre de toutes les craintes. Si personne n'imagine que Li Keqiang soit rétrogradé du comité permanent, beaucoup le voient relégué au poste de président de l'Assemblée nationale populaire. Wang Qishan, justement connu pour son expertise économique, pourrait alors le remplacer. Le sixième plénum pourrait préparer le terrain à cette nouvelle entorse aux usages tels qu'ils ont été établis depuis le début de l'ère Deng Xiaoping.

Brice Pedroletti (Pékin, correspondant)
Journaliste au *Monde*

P.-S.

* LE MONDE | 24.10.2016 à 15h35 • Mis à jour le 24.10.2016 à 17h39 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/24/les-enjeux-du-sixieme-plenum-du-comite-central-du-parti-communiste-chinois_5019370_3210.html